

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Marché de gardiennage et télésurveillance  
du Domaine Universitaire de Grenoble  
2012DAD06**

**Maître d'Ouvrage :**

**Université de Grenoble  
Représentée par la Direction de l'Aménagement Durable**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

|   |          |
|---|----------|
| <b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>    | <b>3</b> |
| 1.1 - OBJET DU MARCHE   | 3        |
| 1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS                                       | 3        |
| 1.3 - DUREE DU MARCHE   | 3        |
| <b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>                             | <b>3</b> |
| <b>ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION</b>   | <b>4</b> |
| <b>ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>                     | <b>4</b> |
| <b>ARTICLE 5 : NATURE DES DROITS ET OBLIGATIONS</b>                           | <b>4</b> |
| <b>ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIERES</b>                                      | <b>4</b> |
| <b>ARTICLE 7 : AVANCE FORFAITAIRE</b>   | <b>4</b> |
| 7.1 - GENERALITES   | 4        |
| 7.2 - MODALITES DE PAIEMENT   | 5        |
| <b>ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHE</b>   | <b>5</b> |
| 8.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES                                     | 5        |
| 8.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX  | 5        |
| <b>ARTICLE 9: MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>                          | <b>6</b> |
| 9.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS                               | 6        |
| 9.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS                                  | 6        |
| 9.3 - MODE DE REGLEMENT   | 6        |
| 9.4 – INTERETS MORATOIRES   | 6        |
| <b>ARTICLE 10: PENALITES</b>  | <b>6</b> |
| <b>ARTICLE 11 : ASSURANCES</b>  | <b>6</b> |
| <b>ARTICLE 12 : RESILIATION DU MARCHE</b>                                     | <b>7</b> |
| <b>ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE ET MONNAIE</b>                                | <b>7</b> |
| <b>ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</b> | <b>7</b> |

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) sont relatives aux prestations de **Gardiennage du Domaine Universitaire de Grenoble** telles que définies aux CCTP.

### 1.2 - Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 2 lots séparés constituant chacun un marché:

| Lot | Désignation                                      |
|-----|--|
| 1   | Gardiennage du Domaine Universitaire de Grenoble |
| 2   | Prestations de télésurveillance                  |

### 1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

A l'issue de la période initiale, les lots pourront être reconduits jusqu'à 3 fois pour une durée totale ne pouvant excéder 4 ans.

La personne responsable des marchés doit, à chaque fois, se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché ; elle est considérée avoir refusé la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le titulaire peut refuser la reconduction du marché par décision écrite notifiée à la personne responsable du marché dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision de reconduction. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.
- Le mémoire technique

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **B) Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 8.2.2.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 du Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'emploi.

## **Article 3 : Délais d'exécution**

La date de début d'exécution des prestations est prévue au 1<sup>er</sup> mars et sera arrêtée lors de la notification du marché ; elle interviendra au plus tard 30 jours après notification.

## **Article 4 : Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché) et du mémoire technique.

## **Article 5 : Nature des droits et obligations**

Voir CCTP conditions générales.

## **Article 6 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 7 : Avance forfaitaire**

### **7.1 - Généralités**

Une avance forfaitaire de 5% du marché initial sera versée au titulaire ( article 87 du code des Marchés Publics).

Selon le dernier alinéa de l'article 87-II du Code des marchés publics, le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement commence lorsque le total des prestations exécutées au titre de tous les bons de commande, représente 65,00 % du montant du marché; il doit être terminé lorsque ce total atteint 80,00 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Pour le versement et le remboursement de l'avance forfaitaire, chaque lot est considéré comme un marché distinct.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code des marchés publics pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être de 5,00 % du montant des prestations sous-traitées au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution, et son remboursement, sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; ce fournisseur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## **7.2 - Modalités de paiement**

Le versement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date de notification du marché.

# **Article 8 : Prix du marché**

## **8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) pour le lot 1 et par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires pour le lot 2.

- lot 1 : Gardiennage du Domaine Universitaire : prix forfaitaire
- lot 2 : Prestations de télésurveillance: prix unitaires

Le titulaire du marché s'engage à appliquer ces prix pour l'ensemble des établissements situés sur le Domaine Universitaire.

## **8.2 - Variations dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### *8.2.1 - Type de variation des prix*

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 8.2.3 et 8.2.4 du présent document.

### *8.2.2 - Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2013; ce mois est appelé « mois zéro ».

### *8.2.3 - Choix des index de référence*

Les index de référence, choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des prestations faisant l'objet des lots sont les suivants :

| Index | Libellé  |
|-------|--|
| FSD   | FSD3 : Frais et services divers modèle N°3   |
| S     | ICHT-N : Indice du coût horaire du travail – services administratifs et de soutien |

*Appliqués aux lots 1 et 2*

### *8.2.4 - Modalités des variations des prix*

Le prix global forfaitaire initial P0 est le prix de règlement de l'exécution des prestations la première année. Pour les éventuelles périodes annuelles suivantes, le prix de règlement sera le prix initial révisé par application de la formule suivante à la date anniversaire:

$$\frac{P}{P_0} = 0.15 + 0.75 \frac{S_n}{S_{n_0}} + 0.10 \frac{FSD_n}{FSD_0}$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P = Prix révisé  
P<sub>0</sub> = Prix initial  
S = dernière valeur publiée par le Moniteur au mois de la révision du prix  
S<sub>0</sub> = valeur initiale au mois d'établissement du prix  
FSD = dernière valeur publiée par le Moniteur au mois de la révision du prix  
FSD<sub>0</sub> = valeur initiale au mois de l'établissement du prix

## **Article 9 : Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Le titulaire adressera à la fin de chaque mois une demande de paiement correspondant aux prestations exécutées.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiements**

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- le montant hors taxe de chaque prestation
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;

### **9.3 - Mode de règlement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **9.4 – Intérêts moratoires**

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date de laquelle ceux-ci ont commencé à courir, augmenté de deux points.

## **Article 10 : Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., si le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 1% du montant annuel des prestations pénalisées.

En cas d'absence d'un garde, une pénalité égale à deux fois le montant unitaire horaire sera appliquée.

En cas de défaillance du système de contrôle de ronde supérieure à 24 heures, des pénalités seront appliquées à hauteur de 100 euros par jour.

## **Article 11 : Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance.

## **Article 12 : Résiliation du marché**

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S. relatives à la résiliation du marché, sont applicables. Il est précisé qu'un manquement grave de la part d'un des agents mis à disposition par la SdS peut constituer une clause de résiliation anticipée du marché.

## **Article 13 : Droit, langue et monnaie**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 14 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services**

L'article 10 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services